

derrière les capitaux d'origine américaine. Ils se chiffraient en 1995 à 16,5 milliards de dollars, les trois quarts de ce montant étant destinés à quatre secteurs, soit les finances et les assurances, les produits alimentaires, les boissons et le tabac, l'énergie, les produits chimiques et les textiles.

Les investisseurs canadiens considèrent depuis longtemps le Royaume-Uni comme leur point d'entrée sur l'Europe. Les entreprises canadiennes investissent en Grande-Bretagne pour établir une présence au sein de l'Union européenne, pour former des alliances avec des sociétés technologiques qui leur donneront accès aux compétences européennes et pour tirer parti d'une main-d'oeuvre spécialisée et de marchés financiers très développés. Plus de 200 sociétés canadiennes sont établies au Royaume-Uni, de sorte que le Canada y est le deuxième employeur étranger en importance, derrière les États-Unis. Le Royaume-Uni est de loin le principal bénéficiaire des investissements directs canadiens en Europe, sa part s'établissant à 45 %; il est suivi de l'Irlande, l'Allemagne et la France. Les investissements canadiens au Royaume-Uni se concentrent dans la fabrication (technologies de l'information et produits alimentaires), les services financiers, l'énergie et la transformation des minéraux.

Londres est le plus grand centre d'échanges de devises et d'euro-obligations au monde. Toutes les grandes banques et maisons de courtage canadiennes y possèdent pignon sur rue, et c'est souvent de Londres qu'elles maintiennent des contacts avec le reste de l'Europe, le Moyen-Orient et parfois même l'Asie. L'Association of Canadian Investments Dealers offre aux Canadiens une tribune neutre d'où ils peuvent présenter aux investisseurs britanniques et européens les avantages que présente le Canada.

La Grande-Bretagne est l'un des leaders mondiaux en recherche-développement scientifique et

technologique, se classant cinquième derrière le Japon, les États-Unis, l'Allemagne et la France. Elle offre donc de nombreux débouchés aux entreprises canadiennes désireuses de trouver des partenaires dans ce domaine. Sa vaste infrastructure de recherche recouvre une large gamme de technologies de pointe préconcurrentielles, fondées sur les meilleures pratiques. Le Royaume-Uni excelle dans les secteurs des produits biopharmaceutiques et chimiques, de l'aérospatiale, des technologies marines et de la fabrication. En 1995 et 1996, des alliances stratégiques ont été établies dans les domaines des eaux usées industrielles, des technologies océaniques et des logiciels.

Politique commerciale

À titre de membre de l'Union européenne, le Royaume-Uni doit se soumettre aux règles de la Commission européenne (CE) en ce qui a trait à l'accès au marché. La taille de son économie lui donne évidemment un poids considérable au sein de l'Union, de sorte que les interventions des ministres et négociateurs canadiens à Bruxelles devraient s'accompagner de démarches à Londres, soit pour anticiper les votes britanniques au sein de la CE qui risqueraient de nuire aux intérêts du Canada, soit pour obtenir l'appui de la Grande-Bretagne pour contrer les positions défavorables prises par d'autres pays membres.

Les négociations de l'Uruguay Round ont représenté une étape importante dans l'ouverture du marché européen, y compris du marché britannique. Lors de la rencontre ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui a eu lieu à Singapour en décembre 1996, le Canada visait notamment les objectifs suivants : mise en œuvre intégrale et effective des engagements pris au cours de ces négociations, achèvement des négociations relatives aux services, conclusion d'un accord pour assurer la

TABLEAU 2.
EXPORTATIONS CANADIENNES AU ROYAUME-UNI (en millions de dollars)

Exportations canadiennes	1993	1994	1995
Ressources naturelles	1 757	1 905	2 227
Produits agro-alimentaires, poissons et fruits de mer, boissons	235	289	325
Produits manufacturés	759	889	1,147
Total des exportations de marchandises	2 797	3 115	3 748

Source : Statistique Canada

